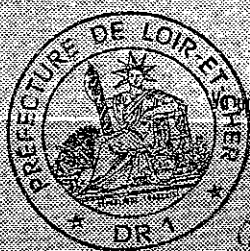


COMMUNES DE BLOIS, CHAILLES, SAINT GERVAIS LA FORET ET VINEUIL

REVISION DU PLAN DES SURFACES SUBMERSIBLES ET DU PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION



Pour être annexé à mon arrêté du : 02. JUIL 1999

Le Préfet,

Copie : Jean-Paul FAUGÈRE

Pour ampliation,
Le Chef de Bureau délégué,

Amable CRASTES

4.1 REGLEMENT

Prescrit par arrêté préfectoral du : 27/05/1998

Approuvé par arrêté préfectoral du : 02 JUIL 1999

PLAN DE PREVENTION DU RISQUE D'INONDATION

TITRE I - Portée du P.P.R. - Dispositions générales

Article 1 : champ d'application :
- une zone A
- une zone B

Article 2 : Effets du P.P.R.

TITRE II - Dispositions relatives aux diverses zones

Chapitre 1 - Dispositions applicables en zone inondable A à préserver de toute urbanisation nouvelle

I - Caractéristiques de la zone A et principes généraux

II - Mesures d'interdiction et prescriptions applicables à l'intérieur de la zone A

Article A 1 - Mesures d'interdiction

Article A 2 - Constructions, ouvrages, installations et travaux admis sous réserve du respect de prescriptions particulières

Article A 3 - Prescriptions particulières aux travaux sur les biens et activités existants

III - Recommandations communes à tous les secteurs d'aléas

CHAPITRE 2 - Dispositions applicables en zone inondable B pouvant être urbanisée sous conditions particulières

I - Caractéristiques de la zone B et principes généraux

II - Mesures d'interdiction et prescriptions particulières à l'intérieur de la zone B

III - Recommandations communes à tous les secteurs d'aléas

<p style="text-align: center;">TITRE I PORTEE DU P.P.R. - DISPOSITIONS GENERALES</p>
--

Article 1 - Champ d'application

Article 1.1 - Délimitation du champ d'application

Le présent plan de prévention des risques naturels prévisibles inondations (PPR) s'applique à l'ensemble des zones inondables des communes de BLOIS, CHAILLES, SAINT-GERVAIS-la-FORET et VINEUIL, dans le département du Loir-et-Cher, définies à partir de la connaissance des plus hautes eaux connues et délimitées dans les documents graphiques.

Article 1.2 - Délimitation du zonage et dispositions particulières

Le PPR définit deux types de zone :

- la zone A, à préserver de toute urbanisation nouvelle, pour laquelle, du fait de son faible degré d'équipement, d'urbanisation et d'occupation, les objectifs sont :
 - la limitation d'implantation humaine permanente,
 - la limitation des biens exposés,
 - la préservation du champ d'inondation,
 - la conservation des capacités d'écoulement des crues

Dans toute cette zone, en vue, d'une part, de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux et assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens, et, d'autre part, de permettre l'expansion de la crue :

- toute extension de l'urbanisation est exclue,
 - aucun ouvrage, remblaiement ou endiguement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection des lieux fortement urbanisés ou qui ne serait pas indispensable à la réalisation de travaux d'infrastructures publiques ne pourra être réalisé,
 - toute opportunité pour réduire le nombre et la vulnérabilité des constructions déjà exposées devra être saisie, en recherchant des solutions pour assurer l'expansion de la crue et la sécurité des personnes et des biens.
- La zone B, constituant le reste de la zone inondable, pour laquelle, compte-tenu de son caractère urbain marqué et des enjeux de sécurité, les objectifs sont :
 - la limitation de la densité de la population,
 - la limitation des biens exposés,
 - la réduction de la vulnérabilité des constructions, dans le cas où celles-ci pourraient être autorisées.

Ces zones sont divisées en sous-zones

1. d'aléa faible
2. d'aléa moyen
3. d'aléa fort
4. d'aléa très fort (uniquement pour la zone A)

Article 2 - Effets du P.P.R.

Le présent P.P.R. vaut servitude d'utilité publique, en application de l'article 40.4 de la loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre les incendies et à la prévention des risques majeurs. Il est annexé aux plans d'occupation des sols conformément à l'article L 126.1 du code de l'urbanisme.

La réglementation du présent P.P.R. se surajoute à celle du plan d'occupation des sols et, dans ce cas, les occupations et utilisations du sol admises ne le sont que dans la limite du respect de la « règle la plus contraignante ».

Le non respect des prescriptions de ce plan est puni des peines prévues à l'article L 480.4 du même code.

TITRE II - DISPOSITIONS RELATIVES AUX DIVERSES ZONES

CHAPITRE 1

DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE INONDABLE A PRESERVER DE TOUTE URBANISATION NOUVELLE

I - CARACTERISTIQUES DE LA ZONE A ET PRINCIPES GENERAUX

La zone A, zone à préserver de toute urbanisation nouvelle, comprend les parties du val inondable, non urbanisées ou peu urbanisées peu aménagées ou en zone d'aléa très fort. Le niveau d'aléa est considéré :

- comme faible quand la profondeur de submersion possible est inférieure à 1 m, avec une vitesse de courant nulle à faible (aléa 1)
- comme moyen quand la profondeur de submersion possible est comprise entre 1 et 2 m, avec une vitesse de courant nulle à faible, ou inférieure à 1 m, avec une vitesse de courant moyenne à forte (aléa 2),
- comme fort quand la profondeur de submersion possible est supérieure à 2 m, avec une vitesse de courant nulle à faible ou comprise entre 1 et 2 m, avec une vitesse de courant moyenne à forte (aléa 3),
- comme très fort quand la profondeur de submersion possible peut être supérieure à 2 m, avec une vitesse de courant moyenne à forte (aléa 4) ; les zones de danger particulier (aval d'un déversoir et débouchés d'ouvrages) sont classées en aléa très fort.

Dans toutes ces zones, en vue d'une part, de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux et assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens et d'autre part, de permettre l'expansion de la crue :

- toute extension de l'urbanisation est exclue,
- aucun ouvrage, remblaiement ou endiguement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection des lieux déjà fortement urbanisés ou qui ne serait pas indispensable à la réalisation de travaux d'infrastructure publique ne pourra être réalisé,
- toute opportunité pour réduire le nombre et la vulnérabilité des constructions déjà exposées devra être saisie, en recherchant des solutions pour assurer l'expansion de la crue et la sécurité des personnes et des biens.

II - MESURES D'INTERDICTION ET PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'INTERIEUR DE LA ZONE A

Article A 1 - Mesures d'interdiction

Afin de ne pas compromettre la préservation des champs d'inondation ou l'écoulement des eaux, toutes les constructions, ouvrages, installations ou travaux à l'exception de ceux définis à l'article A 2 ci-après sont interdits.

Article A 2 - Constructions, ouvrages, installations et travaux admis sous réserve du respect de prescriptions particulières

Ne sont admis que les constructions, ouvrages, installations et travaux ci-dessous limitativement énumérés :

Article A 2.1 - Constructions et installations admises

Sont admis sous réserve des prescriptions de l'article A 2.4

Dispositions communes aux secteurs d'aléa 1, 2 et 3

- les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics d'assainissement (stations d'épuration, postes de refoulement ...) et d'alimentation en eau potable (captages, usines de traitement ...), y compris les remblaiements strictement indispensables,
- les équipements indispensables aux jardins familiaux, d'une emprise maximale de 9 m², à raison d'un abri par jardin,
- à l'intérieur de la partie endiguée du quartier de Vienne :
 - les constructions et installations nécessaires au fonctionnement d'un parc d'expositions occasionnelles de type foire - exposition, et, s'il est indispensable à la surveillance et au fonctionnement de ces installations, le logement du gardien,
 - les constructions et installations nécessaires à l'accueil des gens du voyage,
- les serres et les bâtiments agricoles, y compris piscicoles, nécessaires au fonctionnement de l'exploitation,
- les constructions et installations, liées aux équipements sportifs, de loisirs ou de tourisme, à l'exception de celles destinées à l'hôtellerie, non susceptibles d'accueillir des personnes de façon permanente, et, s'il est indispensable à la surveillance et au fonctionnement de ces installations, le logement du gardien,
- les constructions de faible emprise, indispensables au fonctionnement des services publics, et qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, telles que : pylônes, poste de transformation électrique ...
- les constructions d'équipement des cimetières,
- les installations liées à l'exploitation du sous-sol,
- les clôtures sur voie et en limite séparative ajourées sur les 2/3 de la hauteur.

Dispositions communes aux secteurs d'aléa 1 et 2

- les constructions à usage d'habitation directement liées et nécessaires à l'activité agricole, y compris l'activité piscicole, de la zone.

Dispositions spécifiques au secteur d'aléa 4

- les constructions de faible emprise, indispensables au fonctionnement des services publics, et qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, telles que : pylônes, poste de transformation électrique ...
- les constructions et installations techniques strictement nécessaires au fonctionnement des services publics, et qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, telles que : station de pompage d'eau potable, d'eaux pluviales ou usées, extension ou modification d'usine de traitement d'eau potable et de station d'épuration,
- les locaux destinés au fonctionnement des activités de loisirs nautiques, sous réserve que :
 - la pratique de ces loisirs soit effective
 - toutes les installations soient démontables dans un délai de 48 heures
 - les installations ne puissent être localisées dans une zone de moindre risque.

En cas de cessation de l'activité liée aux installations, il sera procédé au démontage des installations et à la remise en état du site.

- les clôtures ajourées d'une hauteur de 1,50 m, sans fondation faisant saillie sur le sol naturel,
- les vestiaires et sanitaires non gardés indispensables au fonctionnement des terrains de sports et de camping et de caravanage existants à la date d'approbation du P.P.R.,
- les équipements indispensables aux exploitations agricoles et aux jardins familiaux, d'une emprise maximale de 9 m², à raison d'un abri par jardin, à la condition expresse que toutes les installations soient démontables dans un délai de 48 heures

Article A 2.2 - Ouvrages et travaux admis :

Sont admis sous réserve des prescriptions de l'article A 2.4 :

Dispositions communes aux quatre secteurs d'aléa

- les remblais et endiguements justifiés par la protection de lieux déjà fortement urbanisés,
- les travaux d'infrastructure publique, leurs équipements et les remblaiements indispensables, à condition :
 - que leurs fonctions rendent impossible toute solution d'implantation en dehors des zones inondables,
 - que le parti retenu, parmi les différentes solutions techniques envisageables, assure le meilleur équilibre entre les enjeux de sécurité publique, hydrauliques, économiques et environnementaux,
 - que toutes les mesures soient prises pour ne pas aggraver les risques et les effets des crues, en particulier pour éviter des implantations dans les zones d'aléas les plus forts.
- les espaces verts sous réserve des prescriptions de l'article A 2.3
- les plans d'eau, étangs et affouillements à condition que les déblais soient évacués hors zones inondables,
- les aménagements de terrains de plein air, de sports et de loisirs, à condition de ne pas aggraver les risques et de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux,
- les aires de stationnement,
- les réseaux d'irrigation et de drainage, ainsi que leur équipement, à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux,
- les réseaux enterrés et aériens,
- les aménagements divers ne comportant pas de constructions, d'installations ou d'ouvrages interdits par la présente réglementation, et non susceptibles d'avoir un effet négatif, direct ou indirect, sur la préservation des champs d'expansion des crues, l'écoulement des eaux, la sécurité des personnes et des biens,
- abris de pompage maçonnés, dont la longueur sera parallèle au sens du courant et d'une surface inférieure ou égale à 8 m².

Dispositions communes aux secteurs d'aléa 1, 2 et 3

- les terrains de camping et de caravanage,

Article A 2.3 - Exploitation des terrains

Dispositions communes aux secteurs d'aléa 1 et 2 :

Il n'existe aucune restriction particulière en matière d'exploitation des terrains en secteurs d'aléa 1 et 2.

Sont admis :

Dispositions communes aux secteurs d'aléa 3 et 4 :

- les cultures et pacages
- les vergers

Dispositions spécifiques au secteur d'aléa 3

- les plantations à basse tige et les haies,
- les plantations à haute tige, comprenant des arbres espacés d'au moins 6 m, à la condition qu'ils soient régulièrement élagués jusqu'à un mètre au moins au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues, et que le sol entre les arbres reste bien dégagé,
- les carrières et le stockage de matériaux, à condition que l'emprise des stocks soit inférieure à 50 % de la surface du terrain, et que les cordons de découverte soient implantés en fonction de l'écoulement de l'eau.

Dispositions spécifiques au secteur d'aléa 4

- les plantations à basse tige sous réserve que leur hauteur n'excède pas 2 mètres et qu'elles soient entretenues,
- les haies plantées parallèlement au courant n'excédant pas 2 mètres de hauteur

Dispositions spécifiques au secteur d'aléa 4p

- les plantations à haute tige comprenant des arbres espacés d'au moins 6 m à la condition qu'ils soient régulièrement élagués jusqu'à un mètre au moins au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues et que le sol, entre les arbres, reste bien dégagé,
- que les plantations soient entrecoupées tous les 100 m, perpendiculairement au courant de deux rangées d'arbres au système racinaire développé permettant de retenir, par un effet de râteau, les arbres enlevés par la crue éventuelle.

↳ Article A 2.4 - Prescriptions particulières

Dispositions communes aux secteurs d'aléa

- les constructions admises à l'article 2.1 ne devront pas comporter de sous-sol,
- les installations de stockage et de fabrication de produits dangereux ou polluants, indispensables aux constructions, installations et activités admises dans la zone, doivent tenir compte du caractère inondable de la zone par :
 - stockage en récipients étanches ou stockage situé au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,
 - orifices de remplissage étanches et débouchés de tuyaux d'évents au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,
 - ancrage des citernes enterrées et lestage ou arrimage des autres.

Dispositions spécifiques au secteur d'aléa 4

- l'implantation et la volumétrie des constructions devront être déterminées de façon à ce que les surfaces perpendiculaires au courant et les remous hydrauliques soient les plus réduits possible

Dispositions spécifiques aux secteurs d'aléa 2 et 3

- les constructions à usage d'habitation admises à l'article 2.1 devront comporter un premier niveau de plancher à 0,50 m au moins au-dessus du terrain naturel, et un niveau habitable au dessus des plus hautes eaux connues.

Dispositions spécifiques au secteur d'aléa 1

- les constructions à usage d'habitation admises à l'article 2.1 devront comporter un premier niveau de plancher à 0,50 m au moins au-dessus du terrain naturel.

Article A 3 - Prescriptions applicables aux travaux sur les biens et activités existants

Sont admis sous réserve des prescriptions suivantes :

Dispositions communes aux secteurs d'aléa 1, 2 et 3

- les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes sans changement de destination, les traitements et modifications de façades et réfections de toitures,
- l'extension limitée des constructions existantes, implantées antérieurement à la date de publication du projet de protection, dans la limite des plafonds suivants :
 - 20 m² d'emprise au sol pour les constructions à usage d'habitation et leurs annexes comprises
 - 100 m² d'emprise au sol pour les extensions ou annexes de bâtiments à usage d'activité économique, à l'exception des bâtiments annexes à usage agricole
- les surélévations limitées, au-dessus du niveau habitable des bâtiments existants et les aménagements de combles des bâtiments à usage d'habitation, dans le but de permettre l'amélioration des conditions de confort et de sécurité de leurs occupants, à titre temporaire ou permanent.
- la reconstruction de bâtiments à condition de respecter une emprise au sol au plus équivalente à l'emprise au sol existantes à la date d'approbation du P.P.R., éventuellement majorée des 20 m² ou 100 m² selon les dispositions citées ci-dessus. La reconstruction devra faire l'objet d'une réduction de vulnérabilité.

Dispositions spécifiques aux secteurs d'aléa 1 et 2

- le changement de destination, en vue de l'habitation, d'activité de loisir sans hébergement ou de l'aménagement de gîtes ruraux à raison d'un gîte par unité foncière et sous réserve que les constructions comportent un étage au niveau des plus hautes eaux connues et que des mesures soient prises pour en réduire la vulnérabilité des bâtiments maçonnés existants à la date de publication du projet de protection, sous réserve que l'augmentation éventuelle d'emprise au sol ne dépasse pas 20 m², et que ce changement de destination n'entraîne pas la création de plus d'un logement par unité foncière existante à la date de l'approbation du P.P.R..

Dispositions spécifiques aux secteurs d'aléa 4

- la reconstruction des vestiaires, sanitaires et locaux autres qu'habitation liés au fonctionnement des terrains à usage de sports, loisirs et de camping-caravaning sous réserve :
 - que leur emprise au sol totale reste inférieure ou identique à celle existante à la date de publication du présent document,
 - que l'activité s'exerce en majorité en zone d'aléa très fort,
 - que des mesures soient prises pour réduire la vulnérabilité des constructions et améliorer l'écoulement des eaux,
- la reconstruction du logement de gardien indispensable à la surveillance et au fonctionnement des terrains à usage de camping-caravaning sous réserve :
 - que son emprise au sol totale reste inférieure ou identique à celle existante à la date de publication du présent document,
 - que pour des raisons techniques ou économiques il ne puisse être situé dans une zone d'aléa plus faible,
 - qu'il comporte un étage au-dessus des plus hautes eaux connues et que des mesures soient prises pour en réduire la vulnérabilité,

- les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes sans changement de destination, les traitements, modifications de façades et réfections de toitures,
- les surélévations limitées, du niveau habitable des bâtiments existants, et aménagement des combles des bâtiments à usage d'habitation sans augmentation de la SHON, dans le but de permettre l'amélioration des conditions de confort et de sécurité de leurs occupants à titre temporaire ou permanent,
- les reconstructions de bâtiments sinistrés pour des causes autres que l'inondation, sans augmentation d'emprise au sol, ni changement d'affectation, sous réserve d'en réduire la vulnérabilité.

III - RECOMMANDATIONS COMMUNES A TOUS LES SECTEURS D'ALEA

Pour toutes constructions, installations ou aménagements nouveaux, des dispositions de construction devront être prises par le maître d'ouvrage ou le constructeur pour limiter le risque de dégradations par les eaux et pour faciliter l'évacuation des habitants en cas d'alerte à la crue.

CHAPITRE 2

DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE INONDABLE B POUVANT ETRE URBANISEE SOUS CONDITIONS PARTICULIERES

I - CARACTERISTIQUES DE LA ZONE B ET PRINCIPES GENERAUX

La zone B correspond à des secteurs inondables construits, où le caractère urbain prédomine. Le niveau d'aléa est considéré :

- comme faible quand la profondeur de submersion possible est inférieure à 1 m, avec une vitesse de courant nulle à faible (aléa 1)
- comme moyen quand la profondeur de submersion possible est comprise entre 1 et 2 m, avec une vitesse de courant nulle à faible, ou inférieure à 1 m, avec une vitesse de courant moyenne à forte (aléa 2),
- comme fort quand la profondeur de submersion possible est supérieure à 2 m, avec une vitesse de courant nulle à faible, ou comprise entre 1 et 2 m, avec une vitesse de courant moyenne à forte (aléa 3),

Dans toutes ces zones, en vue, d'une part de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux et assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens et, d'autre part, de permettre l'expansion de la crue, des dispositions seront prises pour :

- limiter la densité de population,
- limiter les biens exposés,
- réduire la vulnérabilité des constructions qui pourraient y être admises.

II - MESURES D'INTERDICTION ET PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'INTERIEUR DE LA ZONE B

Article B 1 - Constructions, ouvrages, installations, travaux et exploitations interdits

Interdictions communes aux 3 secteurs d'aléa

- les sous-sols creusés sous le niveau du terrain naturel, sauf ceux à usage exclusif de parkings collectifs,
- les équipements tels les centres de secours principaux, les hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, centres de post-cure et centres accueillant de façon permanente des personnes à mobilité réduite,
- les ouvrages, remblaiements ou endiguements nouveaux qui ne seraient pas justifiés par la protection des lieux déjà fortement urbanisés ou qui ne seraient pas indispensables à la réalisation de travaux d'infrastructure publique.

Article B 2 - Constructions, ouvrages, installations, travaux et exploitations des terrains admis sous réserve du respect de prescriptions particulières

Article B 2.1 - Constructions soumises à des prescriptions particulières

↳ Article B 2.1.1 - Type de constructions admises

Dispositions communes aux trois secteurs d'aléa

- les constructions de quelque destination que ce soit, sous réserve des interdictions de l'article B 1 ci-dessus et des prescriptions particulières de l'article B 2.1.2
- les opérations d'ensemble (ZAC, lotissements, permis de construire groupés ...), sous réserve des prescriptions particulières à l'article B 2.1.2

↳ Article B 2.1.2 - Prescriptions particulières

Prescriptions en matière d'emprise au sol (1) :

- excepté pour les bâtiments publics n'ayant pas vocation à l'hébergement et les bâtiments annexes à usage agricole, l'emprise au sol des constructions, par rapport à la surface du terrain faisant l'objet de la demande d'autorisation de construire ou de lotir incluse dans la zone B, sera au plus égale à :

	Constructions à usage d'habitation et leurs annexes	Constructions à usage d'activités économiques *** et de service et leurs annexes
Secteur d'aléa 2	20 %	30 %
Secteur d'aléa 3	10 %	20 %

*** activités industrielles, artisanales, commerciales...

- pour les constructions ou opérations d'urbanisme établies sur plusieurs secteurs d'aléa, un coefficient d'emprise moyen sera calculé proportionnellement à la superficie de chaque secteur d'aléa. Dans ce cas, l'organisation d'ensemble ne devra pas aggraver le risque,
- en outre, afin de limiter la densité de population, il sera fixé un faible COS et le nombre d'étages des constructions sera limité.

Autres prescriptions

Dispositions communes aux secteurs d'aléa 1, 2 et 3

- dans les immeubles collectifs, chaque logement comportera au moins un niveau habitable situé au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues,
- en dehors de la partie endiguée de Blois-Vienne, les clôtures ne devront présenter aucun obstacle à l'écoulement de l'eau.

(1) Emprise au sol : projection verticale de la totalité des constructions à l'exception des petits éléments en surplomb, tels que balcon, marquise, avancée de toiture ... (et non la somme des sections des piliers en cas de constructions sur pilotis). La gestion des droits à emprise, en matière de division foncière, obéit aux principes et règles auxquels obéit le coefficient d'occupation des sols.

Dispositions communes aux secteurs d'aléa 2 et 3

- les constructions à usage d'habitation comporteront un premier niveau de plancher à 0,50 m au moins au-dessus du niveau du terrain naturel et un étage habitable au-dessus des plus hautes eaux connues

Disposition spécifique au secteur d'aléa 1

- Les constructions à usage d'habitation comporteront un premier niveau de plancher à 0,50 m au moins au-dessus du niveau du terrain naturel.

↳ Article B 2.2 - Ouvrages, installations et travaux soumis à des prescriptions particulières

Dispositions communes aux secteurs d'aléa 1, 2 et 3

- les installations de stockage et de fabrication de produits dangereux ou polluants nécessaires aux constructions, installations et activités admises dans la zone, doivent tenir compte du caractère inondable de la zone par :
 - stockage en récipients étanches ou stockage situé au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,
 - orifices de remplissage étanches et débouchés de tuyaux d'évents au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues,
 - ancrage des citernes enterrées et lestage ou arrimage des autres.
- les activités nouvelles entreposant en quantités importantes ou fabriquant des produits de ce type devront s'implanter dans les zones les moins exposées sinon hors des zones submersibles.

↳ Article B 2.3 - Exploitations des terrains soumis à des prescriptions particulières

Il n'existe aucune restriction particulière en matière d'exploitation des terrains dans les 3 secteurs d'aléa.

Article B 2.4 - Prescriptions applicables aux travaux sur les biens et activités existants

Dispositions communes aux secteurs d'aléa 2 et 3

- pour les constructions existantes et implantées antérieurement à la date de publication du P.P.R., une extension pourra être admise dans la limite la plus favorable entre :
 - d'une part, le plafond défini en application des coefficients fixés à l'article B 2.1.2,
 - d'autre part, les plafonds suivants :
 - * 20 m² d'emprise au sol pour les constructions à usage d'habitation et leurs annexes comprises
 - * 100 m² d'emprise au sol pour les extensions ou annexes de bâtiment à usage d'activité économique, à l'exception des bâtiments publics n'ayant pas vocation d'hébergement et les bâtiments annexes à vocation agricole

- les reconstructions de bâtiments dont l'emprise à la date de publication du projet PPR, dépasse les limites fixées en B 2.1.2, peuvent être totalement ou partiellement réalisées sous réserve :
 - que leur nouvelle emprise au sol soit, au plus, équivalente à l'emprise existante à la date d'approbation du PPR majorée de 20 m² ou 100 m² selon les dispositions citées ci-dessus,
 - que leur vulnérabilité soit réduite, conformément aux prescriptions de l'article B 2.1.2.
- les installations existantes de stockage et de fabrication de produits dangereux ou polluants sont soumises aux prescriptions de l'article B 2.2.

Dispositions spécifiques au secteur d'aléa 1

Sans objet.

III - RECOMMANDATIONS COMMUNES A TOUS LES SECTEURS D'ALEA

Pour toutes constructions, installations ou aménagements nouveaux, des dispositions de construction devront être prises, par le maître d'ouvrage ou le constructeur, pour limiter le risque de dégradations par les eaux et pour faciliter l'évacuation des habitants, en cas d'alerte à la crue.

Dans les zones déjà urbanisées, les espaces laissés libres de toute occupation seront affectés prioritairement à la réalisation d'espaces verts, d'équipements sportifs ou de loisirs.

PREFECTURE DE LOIR ET CHER

COMMUNES DE BLOIS, CHAILLES, SAINT GERVAIS LA FORET ET VINEUIL

REVISION DU PLAN DES SURFACES
SUBMERSIBLES ET DU PLAN D'EXPOSITION
AUX RISQUES

—

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INONDATION

1. RAPPORT DE PRESENTATION

Prescrit par arrêté préfectoral du : 27/05/1998

Approuvé par arrêté préfectoral du : 02 JUL. 1998

SOMMAIRE

HISTORIQUE

1. Brève histoire des crues de la Loire p. 3 - 5
2. Rappel des procédures antérieures au PPR p. 5 - 9
 - Les Plans de Surfaces Submersibles (PSS)*
 - Le Plan Loire Grandeur Nature*
 - Le projet de protection qualifié de Projet d'Intérêt Général (PIG)*

CHAPITRE I - JUSTIFICATION, PROCEDURE D'ELABORATION ET CONTENU DU P.P.R. p. 10

1. Pourquoi un PPR ? p. 11
2. Procédure d'élaboration du Projet de Prévention des Risques p. 12
3. Contenu du PPR p. 12 - 13
4. Portée du PPR p. 13

CHAPITRE II - DESCRIPTION DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

1. Présentation générale p. 14
2. Le val de Blois - rive gauche p. 14 - 15
3. Le val de Blois - rive droite p. 15 - 16

CHAPITRE III - LES RISQUES LIES AUX INONDATIONS

1. Les crues p. 17 - 20
2. Les enjeux - Analyse de la vulnérabilité p. 21

CHAPITRE IV - PRINCIPES ADOPTES POUR LE ZONAGE ET LA REGLEMENTATION

- | | |
|------------------------------|------------|
| 1. Justification des mesures | p. 22 - 23 |
| 2. Description | p. 23 - 24 |

CHAPITRE V - RAPPEL DES AUTRES MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

- | | |
|--|------------|
| L'information préventive | p. 25 |
| Annonce des crues - Alerte | p. 26 |
| La surveillance des levées | p. 27 |
| Travaux d'entretien du lit et des levées | p. 27 - 28 |
| Les plans de secours | p. 28 - 30 |

- | | |
|-------------------|-------|
| CONCLUSION | p. 30 |
|-------------------|-------|

HISTORIQUE

1 - BRÈVE HISTOIRE DES CRUES DE LA LOIRE

La Loire est le plus long fleuve de France (1 020 km). Tout au long de l'histoire, l'homme a cherché à maîtriser ce fleuve tantôt violent lorsqu'il est en crue, tantôt de sable à l'étiage. Pour différentes raisons, ont été édifiés des ouvrages de protection de plus en plus élaborés et étendus. Mais une crue catastrophique est toujours survenue, mettant ainsi en évidence les limites de l'action humaine.

Moins d'un siècle s'est écoulé depuis la dernière grande crue (1907), mais le calme des dernières décennies ne signifie aucunement que le fleuve soit devenu inoffensif. Pourtant, sur l'ensemble de la Loire moyenne, environ 270 000 personnes sont aujourd'hui installées dans les vals, c'est-à-dire le lit majeur de la Loire.

Deux influences climatiques principales sont susceptibles de provoquer trois types de crues importantes :

- les crues « *cévenoles* » : provoquées par des orages violents et brusques d'origine méditerranéenne, elles concernent surtout le haut bassin de la Loire et de l'Allier (crue de septembre 1980 à Brives-Charensac),
- les crues « *atlantiques* » sont engendrées par de longues périodes pluvieuses et s'étendent généralement à l'ouest et au nord du bassin versant (crue de 1982),
- les crues « *mixtes* » sont les plus redoutées car résultant de la conjonction des deux types d'événements. Les trois grandes crues du siècle dernier appartiennent à ce groupe (octobre 1846, juin 1856, septembre 1866).

La physionomie actuelle de la Loire est le résultat de plusieurs siècles de travaux. Dès l'Antiquité, l'homme occupe les vals inondables en s'installant sur des **tertres** naturels ou élevés par lui. Ces buttes insubmersibles sont généralement peu élevées car, à cette époque, la crue peut s'étendre librement entre les coteaux, dans le lit majeur naturel. La ligne d'eau est donc beaucoup moins élevée qu'aujourd'hui, maintenant que l'eau est maintenue dans un espace plus restreint, entre les levées.

Les premiers ouvrages de protection des populations et des terres arables, appelées **turcies**, font leur apparition avant le 10^{ème} siècle. Ce sont de petites digues discontinues qui ont pour but de freiner le courant de débordement au moment de son irruption dans le val par les points bas.

Les propriétaires terriens voient dans les turcies puis les **levées continues** le moyen d'étendre et protéger leur domaine, essentiellement en Anjou, Basse-Touraine et Orléanais.

Les travaux effectués jusqu'à la fin du Moyen-Age ont un impact psychologique fort sur les habitants des vals : ils se considèrent comme à l'abri de tout risque d'inondation. Cette confiance est renforcée par l'absence de rupture des levées au cours de la période clémente que constituent les 13^{ème} et 14^{ème} siècles. En outre, les crues peuvent encore s'étendre librement en amont, sur une très grande partie de la vallée (Cher en particulier).

Cette confiance excessive est mise à mal au 16^{ème} siècle lors de crues de grande ampleur. Mais le **cercle vicieux** est déjà en place : chaque rupture de levée ne semble être due qu'à quelques centimètres de surverse. En effet, l'abaissement des eaux de la Loire, provoqué par l'ouverture de la brèche, laisse croire que la crue a atteint son point culminant et qu'un léger exhaussement suffira pour mettre le val à l'abri de toute nouvelle submersion.

L'essor du commerce fluvial au 16^{ème} siècle provoque **l'extension du processus d'endiguement**. En effet, la construction ou le renforcement de levées facilitent la navigation et visent à prévenir un détournement du lit du fleuve des ponts et installations portuaires, fondements de l'activité commerciale. Les ruptures de digues augmentent alors considérablement en nombre et en gravité à partir de cette époque.

C'est pourquoi le pouvoir royal décide de prendre les choses en main. **L'inefficacité des levées réputées « insubmersibles »** est même reconnue et, en 1629, un programme prévoit la réalisation de 6 déchargeoirs afin d'éviter la destruction des ponts et les ravages dus aux ruptures de levées. La démolition de certaines d'entre elles est même envisagée. Mais, face à la résistance des édiles urbains et des commerçants les plus puissants, rien n'est fait.

A partir de 1667, Colbert assure définitivement le contrôle de l'Etat sur les travaux d'aménagement de la Loire. Il reste par ailleurs fidèle à la thèse selon laquelle les levées peuvent et doivent être insubmersibles, et qu'elles ne cèdent que par défaut d'entretien. Avec l'aide d'ingénieurs en fortifications, il se lance donc dans un renforcement et un exhaussement sans précédent des levées.

Pourtant la crue de 1707 provoque ruptures et ravages à son passage. En effet, plus l'eau est contenue dans un chenal étroit, plus elle fait pression sur les ouvrages de défense, et plus son irruption dans le val en cas de rupture est violente.

Une nouvelle surélévation est décidée, mais plusieurs crues dont celle de 1733 montrent à nouveau que le problème de la sécurité des vals est plus aiguë que jamais. Cependant, il est trop tard pour remettre en cause le système des levées.

Le 18^{ème} siècle est marqué par de nouveaux exhaussements et allongements d'ouvrages existants ainsi que par la création de nouveaux endiguements en Berry, Nivernais et basse vallée angevine.

La Révolution survient et fait disparaître l'unité de direction des aménagements de la Loire. La question de la sécurité des vals est considérée comme résolue lorsque la crue de 1825 est contenue dans le lit endigué. Les effets de la crue de 1846, 1856 et 1866 démontrent qu'il n'en est rien.

En 1846, la Loire ouvre **100 brèches** entre Briare et Langeais. En juin 1856, c'est un nouveau désastre pour l'ensemble de la vallée : on comptabilise **160 brèches** d'une longueur totale de 23 km, **100 000 ha** sont **inondés**, 2 750 ha de terres agricoles sont détruites par ensablement, 400 ha par érosion. **300 maisons** sont **emportées**, tout comme les ponts de Fourchambault, Cosne et Sully. En septembre 1866, une catastrophe semblable se produit à nouveau, mais les villes de Tours et Blois sont cette fois épargnées.

Ces crues mettent en évidence le cercle vicieux constitué par l'ascension corrélative des levées et de l'eau. L'ingénieur Comoy, chargé d'élaborer un plan de défense contre les inondations montre qu'il est illusoire et dangereux de rehausser encore les levées. Décision est prise de mettre en œuvre **un programme de 20 déversoirs** qui ouvriraient 18 des 33 vals endigués. Mais devant la résistance des riverains exposés, **seuls 7 déversoirs sont réalisés** entre 1870 et 1891. Dans le Loir-et-Cher, ce sont ceux d'Avaray (1883 - 1887) et de Montlivault (1887 - 1890).

La crue de 1907 est la dernière manifestation inquiétante du fleuve. Cette longue période sans crue forte favorise **l'oubli du risque** par les différents acteurs.

C'est ainsi qu'après la Seconde Guerre Mondiale, la forte croissance économique provoque un développement important des villes ligériennes. Profitant de terrains vacants, cette urbanisation s'installe d'abord hors des zones inondables qui sont réglementées par les Plans de Surfaces Submersibles (PSS), servitudes d'utilités publiques édictées par les décrets du 13 janvier 1968.

Mais dès le milieu des années 1970, tandis que les terrains sûrs se font plus rares et plus chers d'autant plus que l'habitat individuel se développe, les PSS montrent leurs limites et les constructions colonisent de nombreux secteurs inondables au mépris du danger d'inondation pourtant bien réel. En dépit de la mise en place d'un système d'annonce des crues, de la construction d'un barrage écrêteur et du renforcement progressif des levées, les vals ne sont pourtant pas à l'abri d'un retour violent des inondations.

II - RAPPEL DES PROCÉDURES ANTÉRIEURES AU P.P.R.

La réglementation des surfaces submersibles a été instituée afin de limiter les effets des inondations sur l'ensemble d'une vallée inondable située le long d'une section de cours d'eau. Il s'agit de contrôler les occupations et les utilisations des sols existantes ou futures afin d'éviter qu'elles fassent obstacle à l'écoulement des eaux ou qu'elles restreignent, d'une manière nuisible, les champs d'inondation.

Les plans de surfaces submersibles (P.S.S.)

Ils constituent la première réglementation en matière de maîtrise de la construction en zone inondable. Celle-ci procède de deux origines différentes :

- d'une part d'une réglementation ancienne et particulière à la Loire, issue de l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 23 juillet 1783. Cette ancienne réglementation a été en grande partie reprise dans les articles 55 à 61 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.
- d'autre part, la réglementation générale issue du décret-loi du 30 octobre 1935 et codifiée dans les articles 48 à 54 du code du domaine public et fluvial et de la navigation intérieure qui donnera lieu aux Plans de Surfaces Submersibles.

Ce décret-loi a donc prescrit la reconnaissance des zones submersibles de la vallée de la Loire.

Le val de Loire constituant plusieurs entités hydrauliques, il n'était pas possible de découper les enquêtes suivant les départements. C'est pour cela que les deux décrets du 13 janvier 1968 ont approuvé le P.S.S. et les dispositions applicables dans les parties submersibles dans le département de Loir-et-Cher, à l'exception de la commune de Saint-Laurent-des-Eaux qui faisait partie indiscutablement du val de Mazan.

Le premier décret portant approbation du P.S.S. détermine deux zones :

- une zone A dite de « grand débit »
- une zone B dite de « débit complémentaire »

Dans ces zones, les occupations des sols susceptibles de gêner l'écoulement des eaux ou de réduire le champ des inondations sont soumises à déclaration préalable et le préfet peut s'opposer à leur réalisation. Pour les occupations ou utilisations du sol nécessitant une autorisation au titre du code de l'urbanisme, cette opposition s'effectue au titre des articles réglementaires dudit code de l'urbanisme.

Le second décret détermine les dispositions techniques applicables dans les parties submersibles :

- travaux exemptés de déclaration préalable
- travaux pouvant être autorisés après déclaration selon la zone A ou B.

Ce document devenait alors une servitude publique à prendre en compte lors des demandes d'autorisation d'occuper le sol dans les communes concernées.

Les dispositions réglementaires du P.S.S. pour l'essentiel instituaient une procédure de déclaration pour l'édification de bâtiments, la plantation de haies ou l'aménagement de l'espace, procédure qui devait examiner cas par cas l'impact sur le libre écoulement des eaux. Ainsi, cette réglementation ne tenait pas compte de l'effet cumulatif de ces divers projets qui, pris individuellement, apportaient peu de changement alors que leur impact global pouvait être significatif.

D'autre part, il est apparu progressivement que le P.S.S. était devenu inadapté pour contrôler efficacement la situation :

- pas de limitation réelle à la constructibilité en zone B,
- impossibilité d'interdire systématiquement les constructions,
- peu de prescriptions précises sur les constructions autorisées.

La pression de l'urbanisation sur les zones inondables, que le P.S.S. n'a pas su freiner efficacement, a donc amené l'Etat à redéfinir une politique générale dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature.

P.E.R.

La loi du 13 juillet 1982, pour répondre aux problèmes posés par l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles, a créé le plan de prévention des risques (PER).

Cette loi reposait sur deux principes fondamentaux :

- la solidarité : en rendant obligatoire la couverture de tels risques par les compagnies d'assurances,
- l'affichage des responsabilités : en instituant les plans d'exposition aux risques (PER)

opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre les constructions, installations ou travaux autorisés au titre du PER. Lorsque ceux-ci ne sont pas interdits par l'application d'autres lois ou règlements, toute personne publique ou privée, propriétaire ou exploitant d'un bien ou d'une activité implantée antérieurement à l'approbation du PER est tenue de se conformer aux prescriptions de celui-ci, au risque de ne plus pouvoir bénéficier des garanties ouvertes par la loi du 13 juillet 1982.

Le PER comporte des zones rouges inconstructibles et des zones bleues où l'aléa est moins fort et dans lesquelles les constructions sont admises sous réserve de la mise en œuvre de mesures de prévention.

Ce document a été approuvé sur les communes de BLOIS, CHAILLES, ST GERVAIS-la-FORET, VINEUIL, le 29 novembre 1991.

Le Plan Loire Grandeur Nature

Dès 1979, le rapport « Protection et aménagement intégré de la vallée de la Loire » réalisé par l'ingénieur général Chapon met en évidence la nécessité de se prémunir contre les dommages des crues par une réglementation plus précise que les P.S.S.. Fin 1989, un rapport relatif à la maîtrise de l'urbanisation aux abords de la Loire rédigé par M. Frebault, directeur de l'architecture et de l'urbanisme, préconise l'élaboration des atlas des zones inondables de la vallée de la Loire. Le conseil des ministres du 7 février 1990 retient cette proposition et annonce que « l'Etat établira un atlas des zones inondables et veillera à la protection de ces zones en contrôlant que les moyens juridiques soient mis en œuvre ».

Ces orientations sont rappelées par le conseil des ministres du 31 août 1991 dont le communiqué précise que « le Gouvernement demande aux collectivités locales de s'engager résolument vers une politique de protection des zones inondables ».

Confirmant cette volonté, un « plan d'aménagement de la Loire » est adopté en comité interministériel du 4 janvier 1994. Ce plan appelé Plan Loire Grandeur Nature, d'une durée de 10 ans, associe l'Etat, l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et des ses Affluents (EPALA) et l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne (AELB). Il reçoit comme objectif de trouver le bon équilibre entre la sécurité des personnes, la protection de l'environnement et le développement économique.

Pour la Loire moyenne, il aborde trois thèmes :

- la satisfaction des besoins en eau,
- la restauration de la diversité écologique des milieux,
- **la sécurité des personnes face au risque d'inondation**

Deux principes, fondés d'une part sur la précaution et d'autre part sur la protection, guident cet important volet sécurité :

1) **Le principe de précaution** explicité par la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994, limite réglementairement l'extension de l'urbanisation dans les zones inondables. L'enjeu est ici de ne plus augmenter les populations et les biens dans les zones exposées. Cette action s'est matérialisée par les étapes suivantes :

- la réalisation d'atlas des zones inondables précisant pour chaque val de la Loire les niveaux d'aléas (très fort, fort, moyen et faible) dans l'hypothèse d'une crue atteignant les plus hautes eaux historiquement connues,
- l'établissement de projets de protection qualifiés de Projets d'Intérêt Général (PIG),
- l'intégration dans les POS, les schémas directeurs et autres documents d'urbanisme, des dispositions du projet de protection,
- enfin, les Plans de Prévention des Risques (PPR) sont la dernière étape de cette action réglementaire.

2) **Le principe de protection** est développé en faveur des personnes et biens déjà installés en zone inondable. Il se concrétise par :

- la modernisation du réseau d'alerte et d'annonce des crues par rénovation du réseau de surveillance de la Loire,
- l'élaboration ou mise à jour des plans d'alerte et de secours ainsi que des mesures d'aménagement spécifiques,
- le renforcement du système des levées et des déversoirs,
- la restauration du lit et l'entretien de la Loire.

Parallèlement, une étude dont l'objectif est de proposer une stratégie globale de réduction des dommages en cas d'inondation est engagée sur la Loire moyenne par une équipe interdisciplinaire financée par les trois partenaires.

Projet de protection qualifié de Projet d'Intérêt Général (P.I.G.)

La circulaire du 24 janvier 1994 demandait d'engager la maîtrise de l'urbanisation en zone inondable par l'utilisation des projets de protection qualifiés de Projet d'Intérêt Général. Le projet de protection définit et réglemente deux types de secteurs, d'une part ceux où la crue doit pouvoir s'étendre librement et dans lesquels toute extension de l'urbanisation est exclue, et d'autre part les secteurs où le caractère urbain prédomine et dans lesquels quelques constructions peuvent encore être réalisées.

Le dossier de projet de protection contre les inondations des Vals d'Ardoux, d'Avaray, de Blois et de Cisse comprend deux volets importants :

- un règlement (prescriptions relatives à la constructibilité essentiellement),
- un plan de zonage au 1/10000^{ème} reprenant les zones d'aléas et délimitant le champ d'expansion des crues à préserver de toute urbanisation.

La réalisation du projet de protection s'appuie sur l'atlas des zones inondables qui a été réalisé dans le cadre de la loi du 22 juillet 1987 relative à la sécurité civile, aux incendies de forêt et aux risques majeurs et répondait au devoir de l'Etat de porter à connaissance les informations relatives au risque d'inondation auprès de la population et des collectivités locales. Dans les vals ci-dessus, l'atlas a été élaboré en 1995 par le Service Hydrologique Centralisateur d'Orléans, devenu Service de Bassin Loire-Bretagne, désormais rattaché à la Direction Régionale de l'Environnement Centre (DIREN).

L'atlas des zones inondables a été établi sur la base de la connaissance historique, à partir de cartes, rapports et repères de crues, des plus hautes eaux connues ; il présente aussi une carte des atlas d'inondation élaborée en fonction de l'occurrence des crues, de la hauteur maximale atteinte et de la vitesse prévisible. Elle comporte 4 niveaux : aléa faible ou nul, aléa moyen, aléa fort et très fort.

Pour les communes des vals d'Ardoux, d'Avaray, de Blois et de Cisse, un arrêté préfectoral du 29 octobre 1996 a qualifié le projet de protection de « Projet d'Intérêt Général » (conformément à l'article R 121-13 du code de l'urbanisme qui permet à l'Etat d'imposer les mesures de prévention des risques qualifiées de PIG dans tous les documents d'urbanisme tels que POS, schémas directeurs ...). Cette qualification a permis d'intégrer les dispositions du projet de protection dans les POS des communes concernées soit par révision, soit par modification en fonction de l'importance des changements à apporter. En outre, le projet de révision du schéma directeur de Blois prendra en compte les prescriptions du projet de protection.

CHAPITRE 1 : JUSTIFICATION. PROCEDURE D'ELABORATION ET CONTENU DU P.P.R.

L'article 40-1 de la loi du 22 juillet 1987 repris dans l'article 16-1 de la loi du 2 février 1995 indique que :

« L'Etat élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles tels que les inondations, les mouvements de terrain, les avalanches, les incendies de forêt, les séismes, les éruptions volcaniques, les tempêtes ou les cyclones. Ces plans ont pour objet, en tant que de besoin :

- 1. de délimiter les zones exposées aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités,*
- 2. de délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1 du présent article,*
- 3. de définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1 et 2 du présent article, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers,*
- 4. de définir, dans les zones mentionnées au 1 et 2 du présent article les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existant à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.*
La réalisation des mesures prévues aux 3 et 4 du présent article peut être rendue obligatoire en fonction de la nature et de l'intensité du risque dans un délai de cinq ans pouvant être réduit en cas d'urgence. »

Le préfet et ses services adaptent donc les dispositions du PPR aux besoins locaux de la prévention des effets d'une inondation.

1. POURQUOI UN PPR ?

L'outil plan de prévention des risques naturels (PPR) a été institué par la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement. Il s'insère dans le cadre de la loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs.

Le plan de prévention des risques vient en remplacement des divers outils réglementaires utilisables pour la maîtrise de l'urbanisation des zones exposées aux risques naturels :

- le plan de surfaces submersibles (PSS)
- le plan d'exposition aux risques (PER) créé par la loi du 13 juillet 1982 dont la mise en œuvre sur les communes de Blois, Chailles, Saint-Gervais-la-Forêt et Vineuil approuvé le 29 novembre 1991 ne correspond plus au scénario d'inondation et de protection tels qu'ils ressortent dans l'étude du plan Loire grandeur nature
- la délimitation d'un périmètre de risques (article R 111.3).

Ainsi, sur l'ensemble du Val de Loire, s'appliquent simultanément les dispositions des PSS, celles du projet de protection qualifié de projet d'intérêt général traduit dans les POS et, entre autres, les avis sur chaque permis de construire du service chargé de la police de la Loire.

L'élaboration du PPR permet donc de finaliser la démarche de prévention qui a commencé avec :

- l'élaboration des atlas des zones inondables qui font l'inventaire du risque sur une base historique,
- puis l'établissement des projets de protection qualifiés de PIG qui édictent des contraintes à l'encontre de l'extension de l'urbanisation,
- et l'intégration de ces PIG dans les plans d'occupation des sols.

En constituant un document réglementaire de référence unique, le PPR consolidera, clarifiera et simplifiera les dispositions applicables :

- l'utilisation de l'outil PPR, spécifiquement conçu pour maîtriser l'urbanisation dans les zones exposées aux risques naturels, **consolidera** les mesures portées par le projet de protection,
- devant l'ambiguïté de la double réglementation en vigueur, plan de surfaces submersibles et projet de protection qualifié de PIG, le PPR **clarifiera** en supprimant les contradictions éventuelles,
- l'approbation du PPR, en faisant disparaître la compétence liée Préfet / maire fondée sur l'avis obligatoire du service chargé de la police de la Loire, **simplifiera** l'instruction du permis de construire.

II - PROCEDURE DE L'ELABORATION DU PROJET DE PREVENTION DES RISQUES

Le décret du 5 octobre 1995 a défini la procédure d'élaboration des PPR :

- **prescription** de l'établissement d'un PPR ou de sa révision par un arrêté préfectoral qui détermine le périmètre mis à l'étude et désigne le service déconcentré de l'Etat chargé d'instruire le projet,
- **établissement du projet** par les services de l'Etat,
- **consultation** des conseils municipaux,
- **enquête publique**,
- **approbation** par arrêté préfectoral qui édicte le PPR en servitude d'utilité publique,
- **mise à jour** des POS par modification du plan et de la liste des servitudes d'utilité publique (les POS qui n'ont pas encore été révisés à la suite de l'adoption du PIG devront être, le cas échéant, mis en compatibilité avec les servitudes d'utilité publique).

Il est à observer que la loi confère aux plans de surfaces submersibles, approuvés initialement par décret, et le plan d'exposition aux risques de Blois, Chailles, Saint-Gervais-la-Forêt et Vineuil approuvé par arrêté préfectoral, le caractère de document « valant PPR » et ainsi permet la révision des PSS par l'autorité préfectorale (dans un cadre déconcentré).

Il s'agit donc de réviser le contenu des « PSS et PER valant PPR » pour les transformer en véritables PPR et les mettre ainsi en accord avec les dispositions actuellement appliquées au titre du PIG.

III - CONTENU DU PPR

Ce document réalisera donc la **synthèse des règles actuellement appliquées** : dispositions du projet de protection qualifié de PIG intégrées dans les POS, auxquelles s'ajoutent les avis ponctuels du service de la Loire.

Le contenu du plan de prévention des risques est précisé par le décret du 5 octobre 1995. Le dossier du PPR doit comprendre :

- un rapport de présentation qui motive l'élaboration du plan de prévention des risques,
- un document graphique faisant notamment apparaître les zones qui, non urbanisées, doivent rester exemptes d'urbanisation nouvelle. Ce document a été établi à partir des cartes du projet de protection qualifié de PIG,

- un règlement qui reprend pour l'essentiel les règles d'urbanisme édictées par le projet de protection qualifié de PIG :
 - dans les zones dédiées à la part de l'eau, permettre seulement les constructions directement liées à l'exploitation agricole ou aux loisirs,
 - dans les zones encore urbanisables, limiter la densité des constructions d'autant plus que l'aléa est fort (coefficients d'emprise au sol),
 - résumer le sens des avis du service chargé de la protection de la Loire pour les plantations et certains types d'exploitation du sol.

Il peut comprendre d'autres documents en annexe (textes de loi, décrets, circulaires ..., cartes explicatives, bibliographie).

IV - PORTEE DU PPR

Le présent PPR vaut servitude d'utilité publique en application de l'article 40-4 de la loi 87.565 du 22 juillet 1987 ; ses dispositions se substituent donc à celles des PSS et des PER. De plus, le décret du 5 octobre 1995 promulgue l'abrogation de ces documents, à compter de l'approbation des PPR :

- de l'article R 421.38.14 du code de l'urbanisme instituant une demande d'avis conforme de la part du service chargé de la police des eaux,
- du décret du 20 octobre 1937 relatif aux plans de surfaces submersibles,
- du décret du 15 mars 1993 relatif aux plans d'exposition aux risques naturels prévisibles

puisque le PPR réunit toutes les dispositions dans un texte unique tout en les maintenant en vigueur en tant que de besoin.

Il permet de rendre pérennes les dispositions du projet de protection en les transformant en servitudes d'utilité publique devenant opposables aux tiers, en particulier lors de toute demande d'autorisation au titre de l'urbanisme.

Le non respect des prescriptions de ce plan est puni des peines prévues à l'article L 480.4 du code de l'urbanisme.

CHAPITRE II : DESCRIPTION DU SITE ET DE SON ENVIRON

I - PRESENTATION GENERALE

Ce document concerne 4 communes riveraines de la Loire, dans le département du Loir-et-Cher :

- en rive gauche : Chailles, Saint-Gervais-la-Forêt, Vineuil
- en rive droite : Blois

ce qui représente une population totale d'environ 59 286 personnes (estimation 1990) dont près de 15 % habitent en zone inondable.

II - LA RIVE GAUCHE

Les rives de la Loire équipées de digues sont ponctuellement entrouvertes pour servir de déversoirs aux crues les plus importantes. Le déversoir de la Bouillie situé en amont de l'agglomération blésoise a été aménagé en 1740 pour compenser le rétrécissement de la Loire causé par le pont Jacques Gabriel.

Le flot est alors canalisé vers la vallée du Cosson. Celle-ci est limitée au sud par un coteau sur lequel s'est implantée l'urbanisation de Saint-Gervais-la-Forêt et Chailles. Au nord de ce val, les digues ceinturant le quartier de Vienne forment un secteur particulièrement exposé aux inondations en cas de rupture de celles-ci.

Plus en amont, la commune de Vineuil s'étend jusqu'au pied du coteau qui borde le Val de la Loire.

A - Moyens de protection

Les levées de Chailles semblent être du XVIème siècle tandis que la levée de Vienne du pont à la Maison Bigarrée date elle de 1783. Le système de digues autour de la Boire d'après R. Dion aurait été terminé en 1618 mais il a sensiblement évolué depuis 1856. Il comprend :

- les levées du Parc et de l'Eperon encadrant la Boire doivent être de la fin du XVIème siècle, cernant la Boire, mais percée de dix-neuf arches, une portion de la levée des Ponts Chartrains,
- en prolongement de la levée de l'Eperon, la levée des Acacias édifiée fin du XVIème siècle se termine à Vladivostok,
- la levée des Pingres construite en 1772,
- enfin la levée de Saint-Gervais, de date inconnue.

Ce système de protection s'est révélé insuffisant puisque les levées des Pingres et de Saint-Gervais constituaient un obstacle à l'écoulement des crues. Elles furent emportées pour partie par les crues de 1789 à 1846. Abaissée en 1850, la levée des Pingres fut de nouveau détruite par la crue de 1856.

A partir de 1856, le système fut en grande partie modifié :

- la levée des Pingres ne fut pas rétablie,
- la portion des Ponts Chartrains barrant la levée fut démolie en 1867 - 1868,
- la levée du Parc fut coupée en son milieu en 1867,
- la construction de la levée de Bas-Rivière en prolongement de la levée des Acacias fut elle-même surélevée en 1861 puis en 1874-1875.

La première évocation du déversoir est une délibération du conseil municipal du 6 mai 1602 où il est fait mention du « canal nouvellement projeté et commencé à faire ».

En 1740, on établit au niveau de la Loire un chemin pavé à 3,47 m au-dessus de l'étiage ; ce chemin est emporté par les crues de 1755, 1778, 1784. Il est à chaque fois reconstruit et, à partir de 1778, rehaussé de 0,10 m (3,57 m).

En 1785, en plus du déchargeoir, on construit en arrière de celui-ci et à 1,00 m une levée de la hauteur des digues. Celle-ci fut emportée par la crue du 19 janvier 1789.

En 1790 et 1791, le déversoir est rétabli sans la levée à une cote supérieure (4,87 m) à celle du précédent (3,47) au-dessus de l'étiage.

Il est ensuite emporté par les crues de 1825, 1826 et 1835. Reconstitué en bonne maçonnerie entre 1837 et 1839, il supportera ainsi sans dommage les grandes crues de 1846, 1856 et 1866. Il n'y aura qu'une alerte en 1866 où une brèche s'était ouverte en amont, ce qui entraîna une réparation et un allongement de 100 m.

Ce déversoir, qui doit écrêter les crues et détourner le courant autour de Vienne, crée un passage préférentiel dans le val du Cosson.

III - LA RIVE DROITE

La rive droite de la ville de Blois, entièrement urbanisée, est protégée par une levée qui, à l'origine semble être du XVIIIème siècle. C'est en 1755 qu'on aménagera, suite à la construction du pont Jacques Gabriel, les quais et la digue entre le pont et les « Imberts ».

Après la crue de 1856, les travaux suivants furent entrepris :

- 1857 : levée des Tillières barrant le val du ruisseau des Mées - consolidée en 1870
- 1860 - 1861 : rehaussement du mail
- construction d'un parapet de pierre sur toutes les levées depuis « les Tuileries » jusqu'aux « Imberts »,
- le système d'égout fut entièrement revu.

Au XXème siècle, les travaux entrepris dans le cadre des renforcements des levées sont les suivants :

- 1989 - 1993 : renforcement des levées entre Blois et Saint-Dyé-sur-Loire
- 1979 - 1994 : renforcement des levées de Veuves à Blois et renforcement des levées de Vienne
- en prévision, renforcement des levées de La Chaussée-Saint-Victor, de l'Eperon de Blois (rive gauche) et déversoir de la Bouillie.

De nos jours, malgré les travaux engagés (barrages écrêteurs de crues, renforcement des levées, entretien du fleuve), le risque est toujours présent.

Dans l'agglomération blésoise, les personnes et les biens ne sont pas à l'abri d'une rupture de digue.

CHAPITRE III : LES RISQUES LIES AUX INONDATIONS

I - LES CRUES

La connaissance des crues de la Loire remonte au VIème siècle mais les sources de renseignements sont le plus souvent fragmentaires et imprécises. C'est à partir du XVIIIème siècle que l'on commence à trouver des valeurs chiffrées et des dates précises.

A cette époque, 28 crues ont été relevées dont au moins 6 crues exceptionnelles :

- Octobre 1707
- Novembre 1710
- Février 1711
- Mai 1733
- Décembre 1755
- Janvier 1789

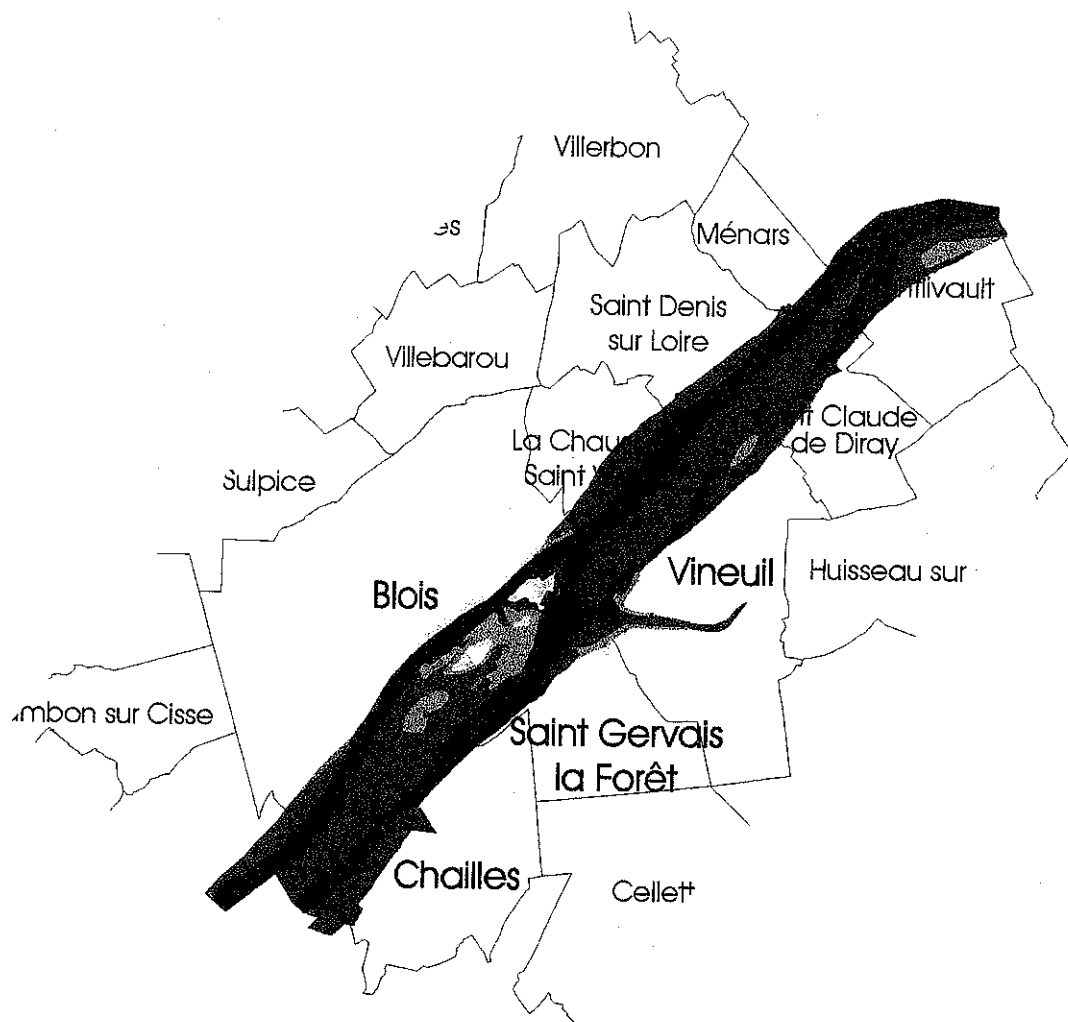
Pour le XIXème siècle, le Val de Blois a connu une vingtaine de crues dont les plus importantes sont celles de 1846, 1856 et 1866. Les niveaux de crues atteints, à l'échelle de Blois, étaient les suivants :

(rattaché à la cote IGN 69 - 0,00 m = 65,935)





Cotes	Débits
0,00 m	532 m3/s
1,50 m	1293 m3/s
3,50 m	2586 m3/s
5,00 m	3600 m3/s
7,00 m	6100 m3/s

Aucune crue n'ayant été déplorée depuis, la notion de risque a peu à peu été oubliée.

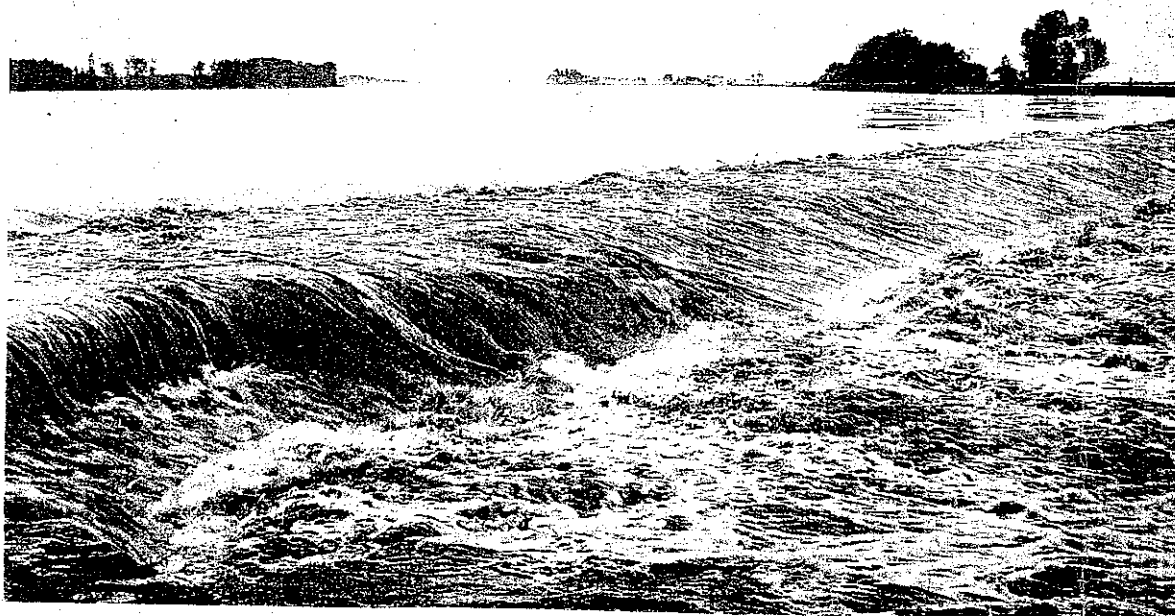
Or, l'atlas des zones inondables nous rappelle que dans le cas d'une crue type de celle de 1856, dans les conditions d'aujourd'hui, le val serait inondé par le fonctionnement du déversoir de la Bouillie. Cette inondation serait surtout importante avec de fortes vitesses en aval, en raison notamment du rétrécissement provoqué par l'endiguement du quartier de Vienne. Elle s'étendrait aussi vers l'amont du déversoir par remous à travers les ruines des anciens Ponts Chartrains et les ouvrages de décharge de la R.D. 174.



Aléas d'inondation de la Loire

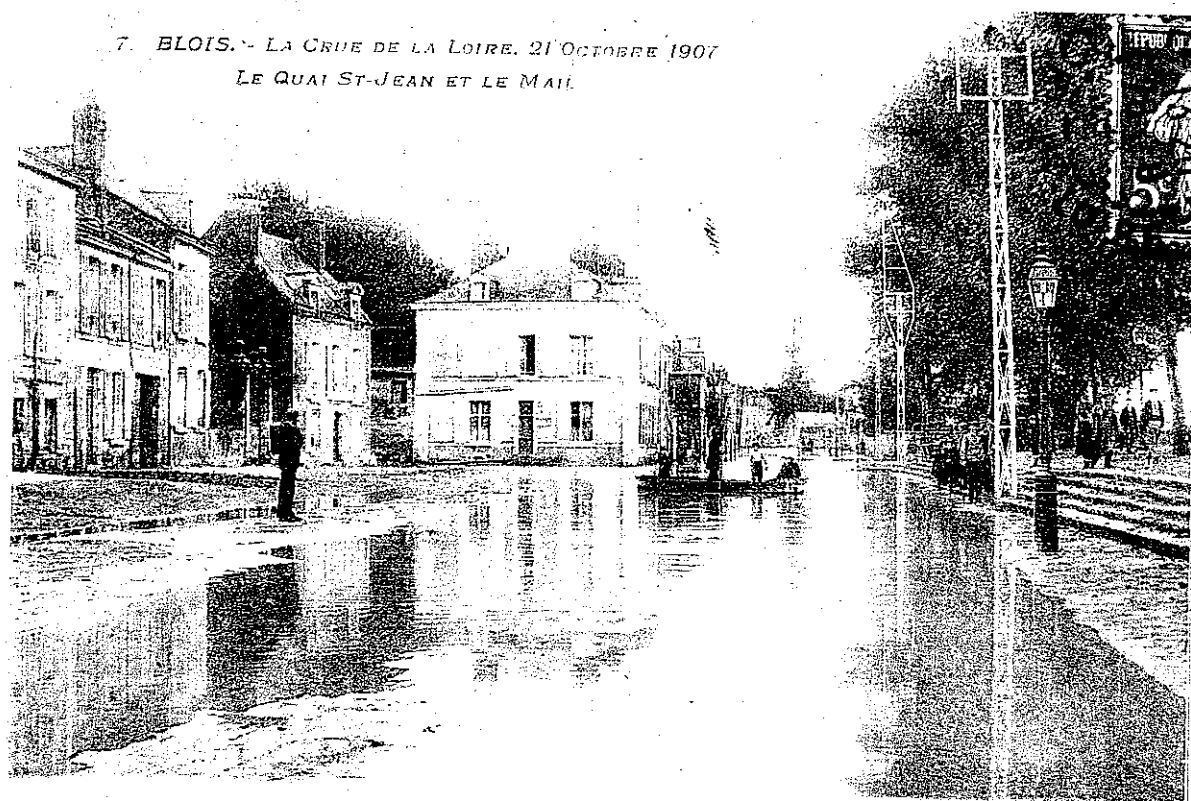
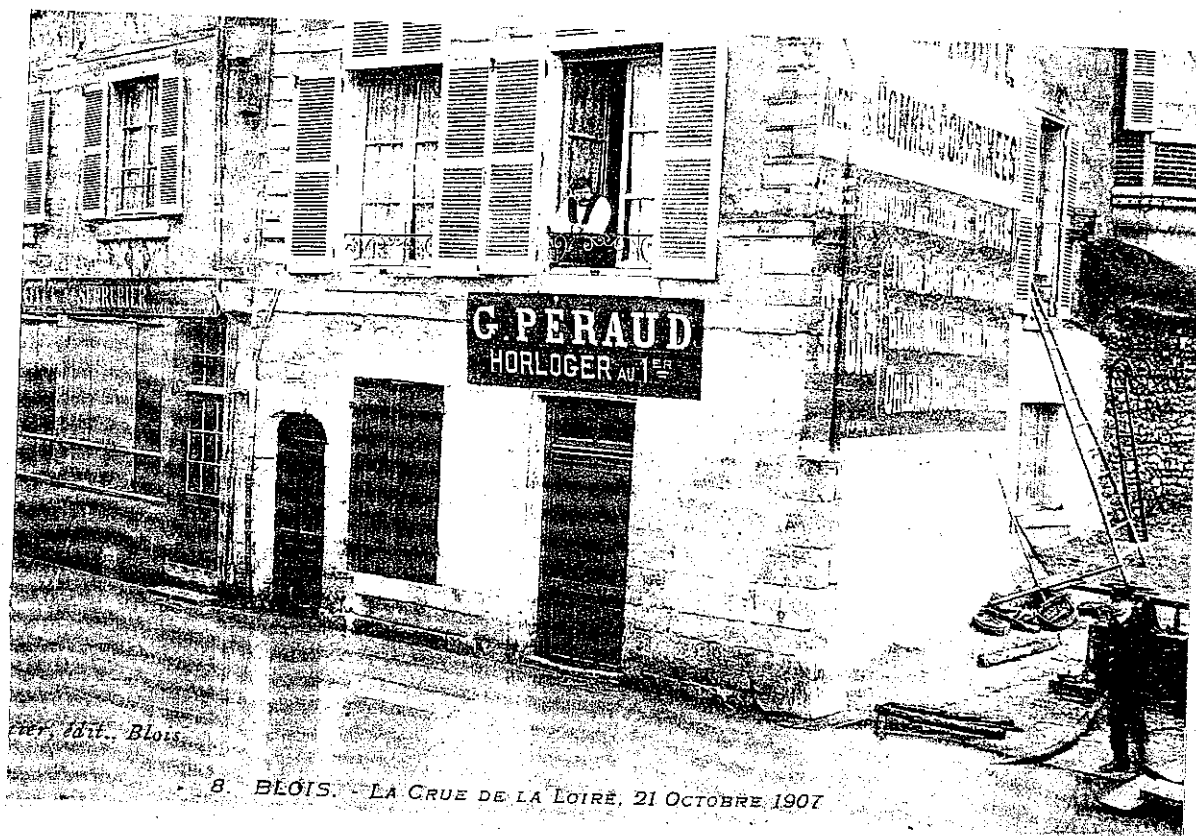
-  aléa faible
-  aléa moyen
-  aléa fort
-  aléa très fort

5. BLOIS. - LA CRUE DE LA LOIRE, 21 OCT. 1907
LA ROUTE DE CHAMBORD ET LE DÉVERSOIR



12. BLOIS - LA CRUE DE LA LOIRE - 21 OCT. 1907
AVENUE DE SAINT-GERVAIS





II - ENJEUX - ANALYSE DE LA VULNERABILITE

Les enjeux correspondent aux personnes, biens, activités, etc... qui pourraient être affectés par les inondations du Val de Blois.

On distingue trois types de dommages en ce qui concerne les biens :

- les dommages dus à l'impact physique de la crue : destruction matérielle,
- les dommages indirects : rupture de communication, interruption d'activité
- les dommages non quantifiables : effets sur la santé, destruction du patrimoine culturel public ou privé, valeur sentimentale ...

L'essentiel du val de Blois est classé en secteur d'aléa fort ou très fort (lit mineur, secteur situé en aval du déversoir ...).

Les zones les moins exposées (aléas faible ou moyen) sont surtout localisées en pied de coteau ou dans les zones urbanisées protégées par des digues.

Nombre d'habitants exposés aux inondations

Blois	7 190
Chailles	195
Saint-Gervais-la-Forêt	234
Vineuil	335
TOTAL	7 954

Equipements publics exposés aux inondations

Maisons de retraite	2
Ecole	5
Collège	1
Lycée	1
Equipements culturels et socio-culturels	2
Equipement sportif	7
Station d'épuration	2
Station de pompage	1
Camping	2
Hôpital	2
TOTAL	25

A noter aussi que deux campings sont situés en zone d'aléa très fort.

Enfin, il ne faudrait pas oublier les pertes qu'occasionnerait une inondation des terres agricoles en culture qui représentent une grande partie de la zone inondable.

CHAPITRE IV : PRINCIPES ADOPTES POUR LE ZONAGE ET LA REGLEMENTATION

I - JUSTIFICATION DES MESURES

Les trois grands axes qui ont guidé les choix lors de l'élaboration du projet de protection (zonage et règlement) ont été :

1. la limitation de la population et des biens exposés,
2. la préservation du champ d'expansion des crues,
3. l'absence de nouveau remblai ou digue

En effet, la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables a précisé les différents aspects de la politique arrêtée par le Gouvernement, en indiquant les moyens de la mettre en œuvre.

Cette circulaire définit 3 principes :

« Le premier principe conduit, à l'intérieur des zones inondables soumises aux aléas les plus forts, à veiller à ce que soit interdite toute construction nouvelle et à saisir toutes les opportunités pour réduire le nombre des constructions exposées. Dans les autres zones inondables où les aléas sont moins importants, il convient de veiller à ce que les dispositions nécessaires soient prises pour réduire la vulnérabilité des constructions qui pourront éventuellement être autorisées. Les autorités locales et les particuliers devront être incités à prendre des mesures adaptées pour les habitations existantes. »

Il s'agit donc de limiter autant que faire se peut le nombre de constructions exposées au risque d'inondation. Cela se traduit par une interdiction totale de construire dans les zones les plus dangereuses, des règles précises à respecter dans les parties moins exposées, les constructions n'étant autorisées que dans la limite d'un coefficient d'emprise au sol à ne pas dépasser, d'autant plus restrictif que l'aléa est fort.

« Le second principe traduit la volonté de contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues c'est-à-dire les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important. Ces zones jouent en effet un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit de l'aval, mais en allongeant la durée de l'écoulement. La crue peut ainsi dissiper son énergie au prix de risques limités pour les vies humaines et les biens. Ces zones d'expansion des crues jouent également le plus souvent un rôle important dans les structurations du paysage et l'équilibre des écosystèmes. »

Il s'agit ici de préserver le champ d'expansion des crues en interdisant toute construction nouvelle dans des zones peu urbanisées. Ainsi la crue peut s'étendre en s'accompagnant d'un minimum de dégâts.

« Le troisième principe est d'éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection des lieux fortement urbanisés. En effet, ces aménagements sont susceptibles d'aggraver les risques en amont et en val. »

Il s'agit d'éviter une augmentation du niveau de la ligne d'eau que provoqueraient un nouvel endiguement ou une surélévation de la digue existante.

II - DESCRIPTION

Délimitation du champ d'application

Le présent plan de prévention des risques naturels prévisibles inondation s'applique à l'ensemble des zones inondables du val de Blois (vallée de la Loire) dans le département de Loir-et-Cher définies à partir de la connaissance historique des plus hautes eaux connues telle qu'elle est donnée par les atlas (grâce à l'analyse des documents, des cartes et des repères qui décrivent les crues historiques) et délimitées par l'atlas des zones inondables.

Délimitation du zonage et dispositions particulières

Le PPR définit deux types de zone :

- **La zone A *** à préserver de toute urbanisation nouvelle pour laquelle les objectifs sont, du fait de son faible degré d'équipement, d'urbanisation et d'occupation :
 - la limitation d'implantation humaine permanente,
 - la limitation des biens exposés,
 - la préservation du champ d'inondation et la conservation des capacités d'écoulement des crues

Dans toute cette zone, en vue d'une part de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux et assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens, et d'autre part, de permettre l'expansion de la crue :

- toute extension de l'urbanisation est exclue,
 - aucun ouvrage, remblaiement ou endiguement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection des lieux fortement urbanisés ou qui ne serait pas indispensable à la réalisation de travaux d'infrastructures publiques ne pourra être réalisé,
 - toute opportunité pour réduire le nombre et la vulnérabilité des constructions déjà exposées devra être saisie, en recherchant des solutions pour assurer l'expansion de la crue et la sécurité des personnes et des biens.
- **la zone B *** constituant le reste de la zone inondable pour laquelle, compte-tenu de son caractère urbain marqué et des enjeux de sécurité, les objectifs sont :
- la limitation de la densité de la population,
 - la limitation des biens exposés,
 - la réduction de la vulnérabilité des constructions dans le cas où celles-ci pourraient être autorisées.

Dans les deux zones, des prescriptions particulières sont prévues pour les projets d'extension des constructions existantes à la date d'approbation du projet de protection.

Ces zones sont divisées en fonction de l'aléa :

- 1 - aléa faible** : profondeur de submersion inférieure à 1 m sans vitesse marquée
- 2 - aléa moyen** : profondeur de submersion comprise entre 1 et 2 m avec une vitesse nulle à faible ou profondeur inférieure à 1 m avec une vitesse marquée
- 3 - aléa fort** : profondeur de submersion supérieure à 2 m avec vitesse nulle à faible ou profondeur comprise entre 1 et 2 m avec des vitesses moyennes ou fortes plus une bande de 300 m derrière les levées
- 4 - aléa très fort** (uniquement dans la zone A) : profondeur supérieure à 2 m avec une vitesse moyenne à forte plus les zones de dangers particuliers (aval d'un déversoir, débouchés d'ouvrages ...)

* Ces zones A et B sont différentes des anciennes zones A et B des plans de surfaces submersibles

CHAPITRE V : RAPPEL DES AUTRES MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE

Au-delà des mesures réglementaires pour maîtriser l'urbanisation en zone inondable, des dispositions ont été prises par le préfet au titre de l'information préventive, de l'annonce des crues et alerte, de la surveillance des levées, des travaux d'entretien du lit et des levées ainsi que des plans de secours. Elles sont rappelées ici.

L'INFORMATION PREVENTIVE

La loi du 22 juillet 1987 a institué l'obligation d'information de la population sur les risques majeurs à laquelle elle est soumise : art. 21 « le citoyen a le droit à l'information sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire et sur les mesures de sauvegarde pour s'en protéger ».

Le décret du 11 octobre 1990, complété par deux circulaires (respectivement du 25 février 1993 et décembre 1993), a précisé les modalités d'application de cette loi.

Concrètement cela s'est traduit par la création dans le département de Loir-et-Cher d'une cellule d'analyse des risques et d'information préventive (C.A.R.I.P.) par un arrêté préfectoral du 28 février 1994. Celle-ci, présidée par le préfet ou son représentant, est composée de membres :

- de l'administration d'Etat (DIREN, DIRE, DDE, DDAF, DDASS, ...)
- du SDIS,
- des collectivités territoriales (élus, services techniques ...)
- de diverses associations (protection civile, environnement, riverains ...)

et comprend un comité de pilotage constitué au minimum de membres de :

- la préfecture,
- la direction départementale de l'équipement (DDE)
- la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DIRE)
- du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) ...

et éventuellement de représentants d'autres branches.

Son objectif est de :

- retenir l'information,
- élaborer les documents réglementaires,
- jouer un rôle de conseil auprès des maires

Les risques majeurs susceptibles de se produire dans le département sont recensés par le préfet dans un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) dont le contenu a été précisé par le décret du 11 octobre 1990.

Ce dossier élaboré par les services de la préfecture a été réalisé en février 1996 dans le Loir-et-Cher et un dossier communal synthétique (DCS) sera transmis aux maires concernés qui élaboreront à partir de ses informations un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM), consultable par tous.

Les maires ont alors la charge de réaliser les affichages concernant les risques et les mesures pour y faire face dans tous les locaux recevant plus de 50 personnes.

ANNONCE DES CRUES - ALERTE

Afin de limiter les dégâts causés par les inondations, il a été mis en place un système d'alerte qui repose sur un réseau de collecte automatique des données hydrométéorologiques appelé réseau CRISTAL qui permet également d'assurer une gestion adéquate des ouvrages de rétention de Villerest et Naussac.

Mis en service entre 1982 et 1985, il est composé de 150 stations limnimétriques et/ou pluviométriques. Les informations provenant de ces stations sont transmises par radio et par téléphone vers 7 centres d'annonces de crues (Le Puy-en-Velay, St Etienne, Clermont-Ferrand, Moulins, Nevers, Bourges et Orléans) qui font le traitement des données et qui préviennent les services préfectoraux en cas d'alerte. La veille est assurée 24 h sur 24, 365 jours/an.

Une rénovation et une amélioration de ce réseau sont actuellement mises en œuvre. Il s'agit :

- de remplacer les équipements obsolètes de collecte des données,
- d'améliorer la fiabilité de la transmission des données (transmission hertzienne de préférence aux réseaux câblés) et la résistance des capteurs en cas de fortes crues,
- d'étendre la couverture du réseau (en particulier au bassin du Cher et de la Maine) et de densifier les mesures,
- de moderniser les centraux de traitement informatique installés dans les centres d'exploitation.

Cette opération est l'un des objectifs du Plan Loire Grandeur Nature. Elle est financée à 50 % par l'Etat, 27 % par l'EPALA et 23 % par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

La surveillance du bassin inférieur de la Loire (à l'aval de Briare) est assurée par les services de la D.D.E. du Loiret.

Le réseau Cristal permet de prévoir les crues dans le val de Blois 48 heures à l'avance.

LA SURVEILLANCE DES LEVEES

Les levées de tout le département sont en outre surveillées par 14 postes dont 3 pour la surveillance des levées autour du quartier de Vienne.

Ces postes de surveillance sont composés d'un chef de poste secondé par un adjoint, d'un ou deux contrôleurs et de trois à huit agents.

Un service d'annonce des crues existe pour la Loire. Ce service, installé à Orléans, est chargé d'établir les avis de crues à partir des mesures opérées aux stations suivantes :

	ORLEANS	BLOIS
Seuil en mètres		
Vigilance	1,50 m	2,00 m
Alerte	2,20 m	3,20 m

Dès que le seuil de vigilance est atteint, le chef du service d'annonce des crues met en état de vigilance son service. Il avise le chef du centre départemental de la météorologie de Blois.

Lorsque la cote d'alerte est atteinte, le préfet met en alerte les services concernés par la crue (gendarmerie et police) qui répercutent l'information auprès du maire.

Le serveur vocal de la direction départementale de l'équipement activé dès la mise en alerte renseigne quotidiennement le maire sur l'évolution de la crue.

TRAVAUX D'ENTRETIEN DU LIT ET DES LEVEES

Il est prévu, entre autres, dans le Plan Loire Grandeur Nature, de procéder :

- au renforcement des levées

Il s'agit d'épaissir les digues afin d'éviter les ruptures brutales et non de les rehausser ; les déversoirs devant permettre de dégager une partie des eaux à l'arrière de la levée en cas de crues exceptionnelles. Généralement, le renforcement s'effectue du côté du val : localement, côté Loire, un rideau étanche est installé pour lutter contre l'érosion du pied de digue.

Les services de la D.D.E. ont procédé à la rénovation des digues et à la restauration des berges sur l'ensemble du val de Blois. Cela s'est traduit, en particulier, par le renforcement du quartier de Vienne entre 1979 et 1994.

Ils assurent maintenant l'entretien de ces levées mais également celui des routes ou chemins qui les surmontent. Le principe est de maintenir l'implantation d'arbustes sur les talus pour éviter l'érosion des pentes mais de supprimer les arbres trop gros qui peuvent occasionner de graves dégâts s'ils sont arrachés par une crue. Ces travaux sont financés à la fois par l'Etat (35 %), la région (20 %) et le département qui en assure la plus grande part (45 %).

- à la restauration du lit mineur

Il s'agit d'enrayer l'enfoncement de la ligne d'eau à l'étiage et de préserver la diversité biologique en permettant un bon écoulement des crues.

En effet, l'abaissement de la ligne d'eau favorise la végétalisation d'une partie du lit qui s'exhausse au détriment du reste du lit qui rétrécit et s'enfonce. Lors d'une crue, l'eau ne circule bien que dans le chenal libre, la zone végétalisée freine l'écoulement et augmente alors le niveau de la crue.

Il faut donc :

- éliminer les arbres morts ou déperissant,
- supprimer ou diversifier la végétation haute et dense et prévoir des trouées,
- réactiver des chenaux secondaires,
- modifier ou réhabiliter les anciens ouvrages hydrauliques

Ces travaux sont également assurés par la subdivision de la Loire de la D.D.E. dans le cadre de l'entretien courant du lit mineur et par des associations dans le cadre des « emplois verts ».

La réalisation de ces travaux se heurte parfois aux réglementations relatives à la protection de la nature, en particulier, les arrêtés de biotopes ; il s'agit donc d'élaborer des solutions adaptées. Le nettoyage du lit mineur est financé à 60 % par l'Etat et à 40 % par la région.

LES PLANS DE SECOURS

Tous les plans de secours sont élaborés en dehors de la procédure d'élaboration du PPR qu'ils complètent.

Le préfet a la charge d'élaborer un schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (S.D.A.C.R.) qui recense tous les risques potentiels :

- courants (c'est-à-dire qui ont une forte probabilité d'occurrence mais qui s'inscrivent dans le fonctionnement normal des services de secours),
- particuliers (dont la probabilité d'occurrence est faible mais dont la réponse est difficile à estimer),
- majeurs (pour lesquels les besoins en termes de secours nécessitent une mobilisation zonale, voire nationale ou internationale).

Ce dossier facilite, en complément du dossier départemental des risques majeurs, d'une part l'élaboration par les maires du DICRIM informant la population des risques potentiels et d'autre part l'organisation des services de secours au niveau départemental.

Il existe deux sortes de plans d'organisation des secours :

- le plan ORSEC (inventaire des moyens d'intervention disponibles, schéma des réseaux de transmission, organigramme de prise de décision),
- les plans d'urgence et en particulier :
 - le plan de secours spécialisé inondation
 - le plan rouge destiné à porter secours à de nombreuses victimes

Le plan ORSEC

L'article 2 de la loi du 22 juillet 1987 stipule que « les plans ORSEC recensent les moyens publics et privés susceptibles d'être mis en œuvre en cas de catastrophe et définissent les conditions de leur emploi par l'autorité compétente pour diriger les secours. »

Il existe un plan ORSEC à chaque niveau : national (déclenché par le premier ministre), zonal et départemental (élaborés, arrêtés et déclenchés respectivement par le préfet du siège de zone de défense et le préfet du département concerné).

Le plan de secours spécialisé inondation

Le plan de secours spécialisé est préparé par le préfet en liaison avec les services et les organismes dont les moyens peuvent être mis en œuvre. Il est spécifique à chaque risque bien identifié mais dont la localisation ne peut pas être connue à l'avance ce qui est le cas des inondations.

Dans le Loir-et-Cher, il existe un plan de secours spécialisé inondation qui est actuellement en cours d'actualisation. Il inclut une analyse des risques, les mesures pour y faire face (fiche des tâches, plan d'alerte générale, dispositions spécifiques aux installations classées, recensement des établissements sensibles), le règlement départemental d'annonce des crues ainsi qu'un plan d'évacuation/hébergement.

Il s'agit donc de procéder à l'information et éventuellement à l'évacuation de la population en fonction des cotes atteintes par le niveau de l'eau dans la Loire.

Le plan rouge

L'article 11 du décret du 6 mai 1988 explicite les dispositions relatives aux plans rouges :

« Les plans destinés à porter secours à de nombreuses victimes, dénommés « plans rouges », prévoient les procédures de secours d'urgence à engager en vue de remédier aux conséquences d'un événement entraînant ou pouvant entraîner de nombreuses victimes. Ils déterminent les moyens, notamment les moyens médicaux à affecter à cette mission.

Chaque plan est préparé par le préfet en liaison avec les autorités locales et les services et organismes qui participent à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires. »

Il peut y avoir déclenchement simultané de plusieurs plans (plan ORSEC + plan rouge ou plan de secours spécialisé par exemple).

CONCLUSION

Dernière étape de l'action réglementaire engagée par l'Etat avec l'élaboration des atlas des aléas, la qualification de projet d'intérêt général du projet de protection contre les dommages liés aux risques d'inondation de la Loire et l'intégration de ces dispositions dans les documents d'urbanisme, l'élaboration des plans de prévention des risques (PPR) marque, sur le val de Loire, la volonté de l'Etat d'inscrire dans le long terme la politique nationale de maîtrise de l'urbanisation en zone inondable.

En effet, dotés du caractère de servitudes d'utilité publique, les PPR assurent une pérennité aux mesures rendues nécessaires par cette maîtrise, pérennité indépendante de l'évolution à venir des documents d'urbanisme comme les POS.

Enfin, ce caractère de servitudes d'utilité publique et la clarté recherchée dans l'énoncé des dispositions imposées, permet, comme le prévoit le décret du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques, de lever la compétence liée Représentant de l'Etat / Maire au titre de l'avis conforme du service chargé de la police de l'eau.